

PROVINCE DE QUÉBEC
COMTÉ LAC SAINT-JEAN
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GÉDÉON

Procès-verbal d'une session régulière du conseil municipal de Saint-Gédéon tenue le lundi 3 avril 2023 à 19 h 30 à la salle du conseil municipal, à laquelle sont présents les conseillers suivants : M. Jean-Sébastien Allard, M. André Gagnon, M. Michel Tremblay, M. Pierre Boudreault, et M. Gabriel Fortin qui siègent sous la présidence du maire, M. Émile Hudon.

Assistent également, M^{me} Claudie Lambert, directrice générale, greffière-trésorière et M. Samuel Boivin, directeur général adjoint aux opérations.

Est absent; M. Jean Gauthier

1- MOT DE BIENVENUE DU MAIRE ET CONSTAT DU QUORUM

À 19 h 30, le maire, M. Émile Hudon, préside, et après avoir constaté le quorum, déclare la séance ouverte en souhaitant la bienvenue.

2- LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

74-04-23

Il est proposé par M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, appuyé par M. Pierre Boudreault, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers, d'adopter l'ordre du jour suivant pour cette assemblée :

- 1- Mot de bienvenue du maire et constat du quorum
- 2- Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 3- Exemption de la lecture du procès-verbal de la séance régulière du 6 mars 2023
- 4- Adoption du procès-verbal de la séance régulière du 6 mars 2023
- 5- Règlement de démolition # 2023-523 – Adoption de la version finale
- 6- Offre d'achat d'un terrain – Développement résidentiel – Terrain # 26
- 7- Dépôt du bilan des permis de construction 2022
- 8- Mandat au procureur de la municipalité – Dossier aqueduc rang des Îles – Constructions de l'Est
- 9- Offre de service WSP – Génératrice et église ajout
- 10- Plan de protection des sources d'eau potable – Offre de service d'Akifer
- 11- Croix-Rouge – Entente de services aux sinistrés – Avril 2023 à mars 2024
- 12- Transport Adapté Lac-Saint-Jean – Dépôt des prévisions budgétaires 2023 corrigées
- 13- Congrès de l'ADMQ – Inscriptions 2 personnes
- 14- Inscription au RENDEZ-VOUS QUÉBÉCOIS DU LOISIR RURAL – 1 personne
- 15- Atelier sur la gouvernance – Offre de service
- 16- Embauche d'un journalier
- 17- OH Secteur Sud
- 18- Réfection de voirie – rang 5 – Travaux 2021 – Inter-Cité – Libération des retenues relatives à la réception définitive
- 19- RIRL rang des Îles – Inter-Cité – Recommandation de paiement
- 20- Édifice municipal
 - 20.1. Paiement Déco Surfaces Centre Art Déco
 - 20.2. Paiement Les Industries Grandmont
 - 20.3. Paiement Valmo Électrique
 - 20.4. Paiement Plomberie Roy

- 21- Achat d'une chaise pour sauveteur - AQUAM
- 22- Projet ski de fond et vélo de montagne Banc de sable – Projet F.R.R. et MRC
- 23- Politique d'utilisation des locaux mise à jour 2023
- 24- Résolution d'intérêt à l'implantation d'une station de lavage d'embarcation nautique
- 25- Résolution d'appui à l'implantation d'un Centre de la petite enfance
- 26- Correspondance
- 27- Rapport des comités
- 28- Liste des comptes
- 29- Affaires nouvelles
- 30- Période de questions
- 31- Levée de l'assemblée

3- EXEMPTION DE LA LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU 6 MARS 2023

75-04-23

Il est proposé par M. Michel Tremblay, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu à l'unanimité des membres présents, d'exempter la lecture du procès-verbal de la séance régulière du 6 mars 2023.

4- ADOPTION DE LA LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU 6 MARS 2023

76-04-23

Il est proposé par M. André Gagnon, conseiller, appuyé par M. Michel Tremblay, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers, d'approuver le procès-verbal de la séance régulière du 6 mars 2023, tel que rédigé.

5- RÈGLEMENT DE DÉMOLITION # 2023-523 – ADOPTION DE LA VERSION FINALE

ATTENDU QUE le pouvoir habilitant pour l'adoption d'un règlement régissant la démolition d'immeubles se trouve aux articles 113 et 148.0.1 à 148.0.26 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1);

ATTENDU QUE la Loi modifiant la loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives adoptée le 25 mars 2021 modifie notamment la législation relative au contrôle des démolitions, à la protection du patrimoine immobilier et à l'entretien des bâtiments;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 137 de Loi modifiant la loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives, la municipalité doit adopter un règlement relatif à la démolition d'immeubles avant le 1^{er} avril 2023;

ATTENDU QUE conformément à l'article 138 de la Loi modifiant la loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives, suite à l'adoption du règlement numéro 2023-523 par la municipalité et de l'inventaire des immeubles présentant une valeur patrimoniale par la MRC, la municipalité de Saint-Gédéon est dispensée de l'obligation de transmettre un avis d'intention de démolition d'un immeuble construit avant 1940 au ministère de la Culture et des Communications;

ATTENDU QU'un avis de motion du règlement numéro 2023-523 a été donné lors de la séance du conseil municipal du 6 mars 2023;

ATTENDU QUE le projet de règlement numéro 2023-523 a été soumis à la consultation publique le 28-03-2023 à 19h à la salle du conseil municipal;

RÈGLEMENT
2023-523

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Michel Tremblay, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu unanimement :

QUE le règlement numéro 2023-523 soit et est adopté et qu'il soit et est statué et décrété par ce qui suit :

CHAPITRE I – DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES

SECTION I – DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1. Titre du règlement

Le présent règlement s'intitule « Règlement relatif à la démolition d'immeubles ».

2. Territoire assujetti

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la municipalité de Saint-Gédéon.

3. Domaine d'application

Le présent règlement a pour objet de régir la démolition de certains immeubles, conformément au chapitre V.0.1 du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1).

4. Lois et règlements

Aucune disposition du règlement ne peut être interprétée comme ayant pour effet de soustraire une personne de l'application d'une loi ou d'un règlement du gouvernement provincial ou fédéral.

SECTION II – DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

5. Terminologie

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- 5.1 « Certificat d'autorisation » : un certificat d'autorisation délivré conformément au Règlement sur les permis et certificats en vigueur et conformément au présent règlement;
- 5.2 « Conseil » : le conseil municipal de la municipalité de Saint-Gédéon;
- 5.3 « Démolition » : démantèlement, déplacement ou destruction complète ou partielle d'un immeuble;
- 5.4 « Démolition partielle » : toute démolition ayant pour effet de démolir un minimum de 10 % du volume de l'immeuble;
- 5.5 « Immeuble patrimonial » : un immeuble cité conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ c. P-9.002), situé dans un site patrimonial cité conformément à cette loi ou inscrit dans un inventaire des immeubles présentant une valeur patrimoniale, conformément au premier alinéa de l'article 120 de cette loi;
- 5.6 « Logement » : un logement au sens du Règlement de zonage en vigueur;
- 5.7 « MRC » : la municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est;
- 5.8 « Programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé » : l'ensemble des documents et renseignements permettant de présenter le nouvel aménagement ou la nouvelle construction projetée devant remplacer l'immeuble visé par la demande

d'autorisation de démolition ainsi que la démarche qui sera entreprise pour procéder au remplacement de l'immeuble démoli.

SECTION III – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

6. Application du règlement

L'administration et l'application de ce règlement relèvent du fonctionnaire municipal désigné au Règlement sur les permis et certificats en vigueur.

7. Pouvoirs et devoirs du fonctionnaire désigné

Les pouvoirs et de devoirs du fonctionnaire désigné sont définis au Règlement sur les permis et certificat en vigueur. Il peut en outre émettre des constats d'infraction au nom de la municipalité relativement à toute infraction à une disposition du présent règlement.

8. Pouvoirs et devoirs du Conseil

Le Conseil s'attribue les fonctions prévues au chapitre V.0.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1).

CHAPITRE II – DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION

SECTION I – OBLIGATION D'OBTENIR UNE AUTORISATION DU COMITÉ

9. Interdiction de procéder à la démolition d'un immeuble

La démolition d'un immeuble assujetti au présent règlement est interdite, sauf lorsque le propriétaire ou son mandataire a été autorisé à procéder à sa démolition par le Conseil, conformément au présent règlement.

10. Immeubles assujettis

Le présent règlement s'applique aux immeubles patrimoniaux strictement.

11. Exceptions relatives à l'état de l'immeuble

Malgré l'article 9 du présent règlement, n'est pas assujettie aux dispositions du présent règlement :

- 1° La démolition d'un immeuble visé par une ordonnance de démolition émise par un tribunal en vertu des articles 227, 229 et 231 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1);
- 2° La démolition d'un immeuble incendié ou autrement sinistré, s'il est démontré par le dépôt d'un rapport d'un professionnel compétent en la matière que le bâtiment ait perdu plus de la moitié (50 %) de sa valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur au moment de l'incendie ou du sinistre;
- 3° La démolition d'un immeuble incendié ou autrement sinistré, s'il est démontré par le dépôt d'un rapport d'un ingénieur en structure, que les fondations ou la majorité des éléments de structure du bâtiment ne permettent plus d'assurer la sécurité publique.

La démolition d'un immeuble visé par une des exceptions prévues ci-haut demeure toutefois assujettie à l'obtention d'un certificat d'autorisation délivré conformément au Règlement sur les permis et certificats en vigueur.

SECTION II – PROCÉDURE APPLICABLE AU DÉPÔT D'UNE DEMANDE

12. Contenu de la demande

Une demande d'autorisation de démolition d'un immeuble doit être transmise au fonctionnaire désigné, par le propriétaire de l'immeuble ou son mandataire, sur le formulaire prévu à cet effet dûment complété et signé.

Les renseignements suivants doivent être fournis par le requérant :

- 1° Les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire, et le cas échéant, de son mandataire;
- 2° L'identification de l'immeuble visé ainsi que son numéro cadastral;
- 3° Une description de l'occupation actuelle de l'immeuble ou la date depuis laquelle il est vacant;
- 4° Une description des motifs justifiant la nécessité de démolir l'immeuble;
- 5° L'échéancier et le coût estimé des travaux de démolition;
- 6° La description des méthodes de démolition et de disposition des matériaux.

13. Documents et plans exigés

En plus des renseignements exigés en vertu de l'article précédent, le requérant doit également fournir les documents suivants :

- 1° Une copie de tout titre établissant que le requérant est propriétaire de l'immeuble visé ou un document établissant qu'il détient une option d'achat sur cet immeuble;
- 2° Une procuration signée par le propriétaire lorsque la demande est présentée par un mandataire;
- 3° Des photographies récentes de l'intérieur et de l'extérieur de l'immeuble ainsi que du terrain où il est situé;
- 4° Un plan de localisation à l'échelle de l'immeuble à démolir;
- 5° Une copie des avis d'éviction transmis aux locataires, le cas échéant;
- 6° Un rapport exposant l'état de l'immeuble, sa qualité structurale et les détériorations observées réalisé par un professionnel compétent en la matière;
- 7° Un rapport décrivant les travaux requis pour restaurer le bâtiment et une estimation détaillée de leurs coûts, réalisé par un professionnel compétent en la matière;
- 8° Un programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, selon les prescriptions de l'article 14 du présent règlement;
- 9° Une étude patrimoniale réalisée par un professionnel compétent en la matière détaillant l'histoire de l'immeuble, sa contribution à l'histoire locale, son degré d'authenticité et d'intégrité, sa représentativité d'un courant architectural particulier, sa contribution à un ensemble à préserver ainsi que sa valeur patrimoniale.

Malgré ce qui précède, le Conseil peut, dans les cas qu'il détermine, exiger la production du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé après avoir rendu une décision positive relativement à la demande d'autorisation de démolition, plutôt qu'avant l'étude de cette demande, auquel cas l'autorisation de démolition est conditionnelle à la confirmation, par le Conseil, de sa décision à la suite de l'analyse du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

De plus, le fonctionnaire désigné peut :

- 1° Demander au requérant de fournir, à ses frais, tout autre renseignement ou document préparé par un professionnel, s'ils sont jugés essentiels pour évaluer la demande, notamment un rapport d'un ingénieur en structure ou un rapport d'évaluation préparé par un évaluateur agréé;
- 2° Dispenser le requérant de fournir l'un ou l'autre des documents, parmi ceux énumérés au présent article, qui ne sont pas requis pour l'analyse de la demande.

14. Programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé

Le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1° L'usage projeté sur le terrain;
- 2° Un plan du projet de lotissement de toute opération cadastrale projetée, le cas échéant, préparé par un arpenteur-géomètre;
- 3° Un plan du projet d'implantation de toute nouvelle construction projetée, préparé par un arpenteur-géomètre. Ce plan doit montrer tous les éléments susceptibles de favoriser la bonne compréhension du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, notamment et de manière non-limitative, les dimensions des constructions projetées et leurs distances par rapport aux limites du terrain, la localisation des arbres existants, l'emplacement et les dimensions des aires de stationnement, les servitudes existantes et à établir, etc.;
- 4° Les plans de construction sommaires et les élévations de chacune des façades extérieures du bâtiment, préparés par un professionnel compétent en la matière. Ces plans doivent indiquer le nombre d'étages, la hauteur totale de la construction, les dimensions du bâtiment, l'identification des matériaux de revêtement extérieur et leurs couleurs, les pentes de toit et la localisation des ouvertures;
- 5° L'échéancier et le coût estimé de réalisation du programme de réutilisation du sol dégagé.

Selon la nature du programme préliminaire de réutilisation du sol, le fonctionnaire désigné peut également :

- 1° Demander au requérant de fournir, à ses frais, tout autre renseignement ou document préparé par un professionnel, s'ils sont jugés essentiels pour évaluer le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé;
- 2° Dispenser le requérant de fournir l'un ou l'autre des renseignements ou documents, parmi ceux énumérés au présent article, qui ne sont pas requis pour l'analyse de la demande.

15. Frais exigibles

Les frais exigibles pour l'étude d'une demande d'autorisation de démolition sont de 300 \$. Ils doivent être acquittés lors du dépôt de la demande.

SECTION III – CHEMINEMENT DE LA DEMANDE

16. Examen de la demande et conformité des documents

Le fonctionnaire désigné doit s'assurer que tous les renseignements et documents exigés ont été fournis et que les frais exigibles ont été acquittés.

La demande ne sera considérée complète que lorsque tous les documents exigés auront été fournis et que le paiement des frais d'analyse aura été acquitté.

17. Transmission de la demande au Conseil

Le fonctionnaire désigné transmet toute demande complète au Conseil dans les 30 jours suivant sa réception, accompagnée de tous les documents et renseignements exigés.

18. Affichage et avis public

Dès que le Conseil est saisi d'une demande d'autorisation de démolition, la municipalité doit publier l'avis public de la demande, prévu à l'article 148.0.5 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1).

Au même moment, un avis facilement visible pour les passants doit être affiché sur l'immeuble visé par la demande. L'affiche et l'avis public doivent comprendre les éléments suivants :

- 1° La date, l'heure et le lieu de la séance lors de laquelle la demande sera entendue par le Conseil;
- 2° La désignation de l'immeuble affecté en utilisant la voie de circulation et l'adresse de l'immeuble, ou à défaut, le numéro cadastral;
- 3° Le fait que toute personne voulant s'opposer à la démolition de l'immeuble doit, dans les 10 jours de la publication de l'avis public ou, à défaut, dans les 10 jours qui suivent l'affichage de l'avis sur l'immeuble concerné, faire connaître par écrit son opposition motivée au greffier-trésorier de la municipalité.

19. Transmission de l'avis public au ministre

Une copie de l'avis public doit être transmise sans délai au ministre de la Culture et des Communications.

20. Avis aux locataires

Lorsque l'immeuble visé par la demande est occupé par des locataires, le requérant doit faire parvenir un avis de la demande à chacun des locataires de l'immeuble et recueillir leur signature.

21. Période d'opposition

Toute personne qui veut s'opposer à la démolition doit, dans les dix (10) jours de la publication de l'avis public ou, à défaut, dans les dix (10) jours qui suivent l'affichage de l'avis sur l'immeuble concerné, faire connaître par écrit son opposition motivée au greffier-trésorier de la municipalité.

22. Audition publique

La demande d'autorisation de démolition est traitée par le Conseil lors d'une audition publique au cours de laquelle tout intéressé peut faire part de ses commentaires à l'égard de la demande.

Telle audition peut être intégrée comme point à l'ordre du jour de toute réunion ordinaire ou extraordinaire du Conseil.

23. Acquisition de l'immeuble

Une personne qui désire acquérir un immeuble visé par la demande pour en conserver le caractère locatif résidentiel ou patrimonial, le cas échéant, peut, tant que le Conseil n'a pas rendu sa décision, intervenir par écrit auprès de la municipalité pour demander un délai afin d'entreprendre ou de poursuivre des démarches en vue d'acquérir l'immeuble.

Si le Conseil estime que les circonstances le justifient, il reporte le prononcé de sa décision et accorde un délai d'au plus deux (2) mois, à compter de la fin de l'audition pour permettre aux négociations d'aboutir. Le Conseil ne peut reporter le prononcé de la décision pour ce motif qu'une seule fois.

SECTION IV – DÉCISION DU CONSEIL

24. Étude de la demande par le Conseil

Le Conseil étudie la demande et doit, avant de rendre sa décision :

- 1° Évaluer la demande eu regard aux critères suivants :
 - a) L'état de l'immeuble visé par la demande;
 - b) La valeur patrimoniale de l'immeuble;
 - c) La détérioration de la qualité de vie du voisinage;
 - d) Le coût de la restauration de l'immeuble;
 - e) L'utilisation projetée du sol dégagé;
 - f) Le préjudice causé aux locataires, s'il y a lieu;
 - g) Les effets sur les besoins en logements dans les environs, s'il y a lieu;
 - h) La possibilité de relogement des locataires, s'il y a lieu.
 - i) L'histoire de l'immeuble;
 - j) Sa contribution à l'histoire locale;
 - k) Son degré d'authenticité et d'intégrité;
 - l) Sa représentativité d'un courant architectural particulier;
 - m) Sa contribution à un ensemble à préserver.
- 2° Consulter le comité consultatif d'urbanisme dans tous les cas où le Conseil l'estime opportun;
- 3° Considérer les oppositions reçues;
- 4° Considérer le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé et déterminer si le projet de remplacement s'intègre au milieu d'insertion, notamment quant à l'occupation projetée, l'implantation, la hauteur ou la volumétrie du bâtiment et la préservation des arbres matures d'intérêts;

Le Conseil peut, s'il le juge nécessaire pour l'étude de la demande, demander au requérant qu'il fournisse à ses frais tout autre renseignement ou document préparé par un professionnel.

25. Décision du Conseil

La décision du Conseil d'accorder ou non la demande d'autorisation de démolition doit être motivée et transmise sans délai à toute partie en cause, par poste recommandée.

La décision doit être accompagnée d'un avis qui explique les délais applicables à la délivrance du certificat d'autorisation, prévus à l'article 31 du présent règlement.

26. Conditions

Lorsque le Conseil accorde l'autorisation de démolition, il peut imposer toute condition relative à la démolition de l'immeuble ou à la réutilisation du sol dégagé.

Il peut notamment et non limitativement :

- 1° Fixer le délai dans lequel les travaux de démolition doivent être entrepris et terminés;
- 2° Fixer le délai dans lequel le programme doit lui être soumis pour approbation, lorsque l'autorisation de démolition est conditionnelle à l'approbation du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé;
- 3° Exiger que le propriétaire fournisse une garantie financière, préalablement à la délivrance d'un certificat d'autorisation et selon les modalités qu'il détermine, pour assurer le respect de toute condition fixée par le Comité;
- 4° Déterminer les conditions de relogement d'un locataire, lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements.

SECTION V – POUVOIR DE LA MRC

27. Transmission de l'avis à la MRC

Lorsque le Conseil autorise la démolition d'un immeuble, un avis de sa décision doit être notifié sans délai à la MRC.

L'avis est accompagné des copies de tous les documents produits par le requérant.

28. Pouvoir de désaveu de la MRC

Le conseil de la MRC peut, dans les 90 jours de la réception de l'avis, désavouer la décision du Conseil. Il peut, lorsque la MRC est dotée d'un conseil local du patrimoine au sens de l'article 117 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ c. P-9.002), le consulter avant d'exercer son pouvoir de désaveu.

Si le conseil de la MRC n'entend pas utiliser son pouvoir de désaveu, il peut en aviser la municipalité par résolution ou laisser écouler le délai de 90 jours suivant la réception de l'avis.

29. Transmission de la décision de la MRC

Une résolution prise par la MRC en vertu de l'article précédent doit être motivée et une copie doit être transmise sans délai à la municipalité et à toute partie en cause, par poste recommandée.

SECTION VI – DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT D'AUTORISATION ET DÉLAIS

30. Obligation d'obtenir un certificat d'autorisation

Une autorisation de démolir un immeuble, accordée par le Conseil, ne dégage pas le propriétaire de l'immeuble ou son mandataire de l'obligation d'obtenir, avant le début des travaux de démolition, un certificat d'autorisation conformément au Règlement sur les permis et certificats en vigueur.

31. Délai pour la délivrance du certificat d'autorisation

Aucun certificat d'autorisation de démolition ne peut être délivré avant la plus hâtive des dates suivantes :

- 1° La date à laquelle la MRC avise la municipalité, par résolution, qu'elle n'entend pas se prévaloir de son pouvoir de désaveu;
- 2° L'expiration du délai de 90 jours prévu à l'article 28 du présent règlement.

32. Garantie financière

Lorsque le Conseil exige que le propriétaire fournisse à la municipalité une garantie financière pour assurer le respect des conditions relatives à la démolition de l'immeuble ou à la réutilisation du sol dégagé, celle-ci doit être fournie préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition et doit respecter les modalités déterminées par le Conseil.

33. Exécution de la garantie

Lorsque les conditions de l'autorisation ne sont pas respectées, que les travaux entrepris ne sont pas terminés dans les délais fixés ou que le requérant ne se conforme pas au programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, le Conseil peut, aux conditions qu'il détermine, exiger le paiement de la garantie financière.

34. Modification du délai et des conditions

Le Conseil peut modifier le délai dans lequel les travaux de démolition doivent être entrepris et terminés, pour des motifs raisonnables, pourvu que la demande lui soit faite avant l'expiration de ce délai.

Le Conseil peut également, à la demande du propriétaire, modifier les conditions relatives à la démolition de l'immeuble ou au programme de réutilisation du sol dégagé.

35. Durée et validité d'une autorisation

Une autorisation de démolition accordée par le Conseil, le cas échéant, devient nulle et sans effet dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- 1° Les travaux de démolition ne sont pas entrepris avant l'expiration du délai fixé par le Conseil. Si, à la date d'expiration de ce délai, un locataire continue d'occuper son logement, le bail est prolongé de plein droit et le locateur peut, dans le mois, s'adresser au Tribunal administratif du logement pour fixer le loyer;
- 2° Un certificat d'autorisation de démolition n'a pas été délivré dans les 18 mois de la date de la séance au cours de laquelle la démolition de l'immeuble a été autorisée.

36. Exécution des travaux par la municipalité

Si les travaux visés par le certificat autorisant la démolition ne sont pas terminés dans le délai fixé, le Conseil peut les faire exécuter et en recouvrer les frais auprès du propriétaire.

Ces frais constituent une créance prioritaire sur le terrain où était situé l'immeuble, au même titre et selon le même rang que les créances visées au paragraphe 5° de l'article 2651 du Code civil; ces frais sont garantis par une hypothèque légale sur ce terrain.

SECTION VII – OBLIGATIONS DU LOCATEUR

37. Éviction d'un locataire

Le locateur à qui une autorisation de démolition a été accordée peut évincer un locataire pour démolir un logement.

Toutefois, un locataire ne peut être forcé de quitter son logement avant la plus tardive des éventualités suivantes, soit l'expiration du bail ou l'expiration d'un délai de trois (3) mois à compter de la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

38. Indemnité

Le locateur doit payer au locataire évincé de son logement une indemnité de trois mois de loyer et ses frais de déménagement. Si les dommages-intérêts résultant du préjudice que le locataire subit s'élèvent à une somme supérieure, il peut s'adresser au Tribunal administratif du logement pour en faire fixer le montant.

L'indemnité est payable au départ du locataire et les frais de déménagement, sur présentation des pièces justificatives.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS PÉNALES

39. Infractions et pénalités générales

Sous réserve des pénalités particulières prévues au présent chapitre, les dispositions relatives aux contraventions, aux pénalités générales, aux recours judiciaires et à la procédure à suivre en cas d'infraction au présent règlement sont celles prévues au Règlement sur les permis et certificats en vigueur.

40. Pénalités particulières relatives à la démolition d'un immeuble sans autorisation ou au non-respect des conditions

Quiconque procède ou fait procéder à la démolition d'un immeuble visé par le présent règlement, sans autorisation ou à l'encontre des conditions d'autorisation, commet une infraction et est passible d'une amende :

- 1° Pour une première infraction, d'une amende de 10 000 \$ à 100 000 \$ si le contrevenant est une personne physique, et de 20 000 \$ à 200 000 \$ s'il est une personne morale;
- 2° Pour toute récidive, d'une amende de 20 000 \$ à 200 000 \$ si le contrevenant est une personne physique, et de 40 000 \$ à 1 140 000 \$ s'il est une personne morale.

41. Pénalités particulières relatives à la visite des lieux

La personne en autorité chargée de l'exécution des travaux de démolition qui, sur les lieux où doivent s'effectuer ces travaux, refuse d'exhiber sur demande d'un fonctionnaire désigné, un exemplaire du certificat d'autorisation de démolition, commet une infraction et est passible d'une amende de 500 \$.

42. Reconstitution de l'immeuble

En plus des amendes que le contrevenant peut être condamné à payer en vertu des articles précédents, toute personne ayant procédé à la démolition d'un immeuble ou ayant permis cette démolition sans avoir préalablement obtenu une autorisation et un certificat d'autorisation en conformité avec le présent règlement peut être contrainte de reconstituer l'immeuble, sur résolution du Conseil à cet effet.

À défaut, pour le contrevenant, de reconstituer l'immeuble dans le délai imparti, la municipalité peut faire exécuter les travaux et en recouvrer les frais de ce dernier.

Ces frais constituent une créance prioritaire sur le terrain où était situé l'immeuble, au même titre et selon le même rang que les créances visées au

paragraphe 5 de l'article 2651 du Code civil du Québec; ces frais sont garantis par une hypothèque légale sur ce terrain.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS FINALES

43. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

6- OFFRE D'ACHAT D'UN TERRAIN – DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL – TERRAIN # 26

77-04-23

Il est proposé par M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, appuyé par M. Michel Tremblay, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers d'accepter l'offre d'achat en faveur de M. Patrick Belley et de M^{me} Frédérique Bouchard, le lot 6 343 586, pour un montant de 38 676.88 \$ plus taxes, le tout conformément et aux conditions de l'offre d'achat signée le 28 mars 2023 et présentée à la municipalité, et que M. Émile Hudon, maire et M^{me} Claudie Lambert, directrice générale, greffière-trésorière soient autorisés à signer l'acte de vente pour et au nom de la municipalité.

7- DÉPÔT DU BILAN DES PERMIS DE CONSTRUCTION 2022

Le rapport annuel des permis émis pour l'année 2022 est déposé.

Le nombre de permis est de 361 en 2022 pour des valeurs de travaux estimées à 13 299 205 \$ et la création nette de 22 nouveaux logements.

8- MANDAT AU PROCUREUR DE LA MUNICIPALITÉ – DOSSIER RIRL ET AQUEDUC RANG DES ÎLES – CONSTRUCTIONS DE L'EST

CONSIDÉRANT QUE le dossier des travaux RIRL et aqueduc du rang des Îles 2022 - Constructions de l'Est occasionnent de possibles poursuites et autres litiges légaux;

78-04-23

À CES CAUSES, il est proposé M. Pierre Boudreault, conseiller, appuyé par M. André Gagnon, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de mandater les procureurs de la municipalité, Larouche, Lalancette, Pilote, le tout au taux horaire habituel, afin de préparer les réponses et suivis dans ce dossier.

9- OFFRE DE SERVICE WSP – GÉNÉRATRICE ET ÉGLISE AJOUT

Une offre de service a été déposée pour effectuer l'ingénierie détaillée avec une estimation des coûts de travaux ainsi que les documents d'appel d'offres, concernant des ajouts divers au mandat pour le projet de l'église de Saint-Gédéon, comme suit :

- Achat et installation d'une génératrice (pour mesure d'urgence);
- Réparation des membrures coupées des fermes de toit;
- Réparations et renforcement de la poutre centrale du plancher de la sacristie.

Le montant de 19 304 \$ plus taxes, pour ces ajouts au mandat.

79-04-23

Il est proposé par M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, appuyé par M. Michel Tremblay, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers d'accepter l'offre de service de WSP, concernant les ajouts divers au mandat pour le projet de l'église au montant de 19 304 \$ plus taxes.

10- PLAN DE PROTECTION DES SOURCES D'EAU POTABLE – OFFRE DE SERVICE D'AKIFER

CONSIDÉRANT l'obligation pour la municipalité de produire un plan de protection de notre source d'eau potable, lequel devra définir et planifier la mise en œuvre des mesures de protection requises pour préserver, voir améliorer, la qualité et la quantité des eaux exploitées par la municipalité;

CONSIDÉRANT que la firme Akifer, nous propose de le produire en conformité avec le MELCC pour un montant total de 21 500 \$, plus taxes;

CONSIDÉRANT que les frais pourront être en partie subventionnés par le Programme pour l'élaboration des plans de protection des sources d'eau potable (PEPPSEP);

80-04-23 À CES CAUSES, il est proposé par M. André Gagnon, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers d'accepter l'offre de service d'Akifer pour le plan de protection de la source d'eau potable au montant de 21 500 \$ plus taxes.

11- CROIX-ROUGE – ENTENTE SERVICES AUX SINISTRÉS – AVRIL 2023 À MARS 2024

La Croix-Rouge Canadienne Québec demande le paiement de l'entente de services aux sinistrés couvrant la période d'avril 2023 à mars 2024.

81-04-23 Il est proposé par M. Gabriel Fortin, conseiller, appuyé par M. Michel Tremblay, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire le paiement selon l'entente de services aux sinistrés couvrant la période d'avril 2023 à mars 2024 au montant de 450.80 \$.

12- TRANSPORT ADAPTÉ LAC-SAINT-JEAN – DÉPÔT DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2023 CORRIGÉES

Les prévisions budgétaires corrigées de 2023 de Transport adapté Lac-Saint-Jean ont été déposées au conseil municipal pour approbation. La contribution de la municipalité demeure inchangée.

13- CONGRÈS DE L'ADMQ – INSCRIPTIONS 2 PERSONNES

Congrès provincial de l'Association des directeurs municipaux, aura lieu les 14, 15 et 16 juin 2023 à Québec.

Demande d'inscription au congrès provincial pour la directrice générale et du directeur général adjoint au développement.

82-04-23 Il est proposé par M. Michel Tremblay, conseiller, appuyé par M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers d'accepter l'inscription au congrès provincial de l'Association des directeurs municipaux pour M^{me} Claudie Lambert, directrice générale, greffière-trésorière et M. Marc-Olivier Simard, directeur général adjoint au développement au coût de 566 \$ plus taxes, par personne, ainsi que les frais de déplacement, d'hébergement et de subsistances pour les trois jours.

14- INSCRIPTION AU RENDEZ-VOUS QUÉBÉCOIS DU LOISIR RURAL – 1 PERSONNE

ATTENDU QUE le conseil municipal a pris connaissance du guide du 10^e Rendez- vous québécois du Loisir Rural les 3 et 4 mai prochains, qui aura lieu au Lac-Mégantic;

ATTENDU QUE les dépenses sont les suivantes :

Inscription congrès 175 \$
Plus les frais de déplacement, hébergement et subsistances pour ces deux jours;

83-04-23 Il est proposé par M. Gabriel Fortin, conseiller, appuyé par M. Pierre Boudreault, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser M^{me} Sabrina Harvey, technicienne et animatrice en loisirs, de participer au congrès et d'y autoriser les dépenses reliées.

15- ATELIER SUR LA GOUVERNANCE – OFFRE DE SERVICE

CONSIDÉRANT le nouveau personnel en place, ainsi que les nouvelles personnes au sein du conseil municipal, un atelier de formation sur la gouvernance dans le milieu municipal est proposé par la firme MNP;

CONSIDÉRANT QUE cet atelier, au coût de 4000 \$ plus taxes, être offert aux gestionnaires, aux conseillers ainsi qu'aux bénévoles responsables de comités municipaux;

84-04-23 À CES CAUSES, il est proposé par M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers d'accepter l'offre de service de la firme MNP, pour l'atelier sur la gouvernance au montant de 4000 \$ plus taxes.

16- EMBAUCHE D'UN JOURNALIER

La municipalité désire compléter l'équipe des travaux publics par l'embauche d'un journalier saisonnier pour la saison 2023.

Les candidats potentiels ont été passés en entrevue le mercredi 22 mars 2023.

Le comité des ressources humaines recommande l'embauche de M. Maxime Bernier-Labonté.

85-04-23 Il est proposé par M. Michel Tremblay, conseiller, appuyé par M. Pierre Boudreault, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire l'embauche de M. Maxime Bernier-Labonté pour le poste de journalier saisonnier selon les conditions de la convention collective de travail des employés municipaux, celui -ci devrait débiter vers le 15 avril.

17- OH SECTEUR SUD

ATTENDU QUE la détérioration des relations de travail, ainsi que l'absence de suivis adéquats et de prises de décision sans consultation auprès de la direction de l'organisme, nuit à la bonne gestion de l'OH, de ce fait, la direction n'a eu d'autre choix que de suspendre tout travail ayant un lien avec le centre de services (sauf les sinistres);

ATTENDU QUE les administrateurs du conseil d'administration de l'OFFICE D'HABITATION DU SECTEUR SUD LAC-SAINT-JEAN EST ont été informés régulièrement, des problématiques engendrées par les intervenants du centre de services d'Alma et ont pu consulter le suivi documenté des interventions de ceux-ci, en lien avec l'organisme;

ATTENDU QUE l'organisme est en droit de recevoir toute l'aide nécessaire pour administrer avec diligence ses ensembles immobiliers, ainsi qu'offrir un service de qualité à sa clientèle;

ATTENDU QUE nous avons déjà rejeté la possibilité d'une fusion avec l'OH d'Alma (maintenant nommé Jeannois) lors de la mise en œuvre de notre propre Office et que nous refusons cette potentielle proposition;

ATTENDU QUE les enjeux sont importants quant à la bonne marche des activités de l'Office, les représentants des municipalités du secteur sud Lac-Saint-Jean Est sont d'avis qu'une gestion optimale passe par la maîtrise de toutes les activités au sein de l'organisme. En regard de cette certitude commune, tous les représentants municipaux réclament la fin d'entente immédiate avec le Centre de services d'Alma et exige le rapatriement du budget versé à cette entité vers l'OH secteur sud Lac-Saint-Jean Est, pour retenir les services de son propre directeur du service aux immeubles Classe 1;

86-04-23

À CES CAUSES, il est proposé par M. André Gagnon, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de réclamer une gestion entière de tous les services répartis au sein d'un Office d'Habitation, incluant notre propre directeur du service aux immeubles Classe 1, pour l'OH DU SECTEUR SUD LAC-SAINT-JEAN EST.

18- RÉFECTION DE VOIRIE – RANG 5 – TRAVAUX 2021 – INTER-CITÉ – LIBÉRATION DES RETENUES RELATIVES À LA RÉCEPTION DÉFINITIVE

Il est recommandé d'effectuer le paiement des retenues finales pour le projet de réfection de voirie - Travaux 2021 du rang 5 au montant de 18 143.39 \$ taxes incluses.

Ce paiement est conditionnel à la réception des documents nécessaires à la libération.

87-04-23

Il est proposé par M. André Gagnon, conseiller, appuyé par M. Michel Tremblay, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire le paiement des retenues pour le projet de réfection de voirie du rang 5 à Inter-Cité au montant de 18 143.39 \$ taxes incluses, dès la réception des documents.

19- RIRL RANG DES ÎLES – INTER-CITÉ – RECOMMANDATION DE PAIEMENT

Recommandation de paiement à Inter-Cité Construction pour des travaux réalisés en correction et finition des travaux non réalisés par l'entrepreneur général dans le cadre du projet du remplacement de la conduite d'eau potable et des infrastructures au rang des Îles - RIRL 2022. Le montant recommandé est de 34 366.17 \$ taxes incluses.

88-04-23

Il est proposé par M. Gabriel Fortin, conseiller, appuyé par M. Michel Tremblay, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire le paiement à Inter-Cité Construction pour les travaux réalisés dans le rang des Îles, suite aux travaux de remplacement de la conduite d'eau potable, au montant de 34 366.17 \$ taxes incluses.

20- ÉDIFICE MUNICIPAL

20.1- PAIEMENT DÉCO SURFACES CENTRE ART DÉCO

Comme les travaux de l'édifice municipal sont complétés, il est recommandé d'effectuer le paiement à Centre Art Déco pour les frais supplémentaires préalablement autorisés pour un montant total de 12 289.32 \$ taxes incluses

89-04-23

Il est proposé par M. Pierre Boudreault, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire le paiement à Déco Surfaces Centre Art Déco pour les frais supplémentaires suite aux travaux de l'édifice municipal, au montant de 12 289.32 \$ taxes incluses.

20.2- PAIEMENT LES INDUSTRIES GRANDMONT

Comme les travaux de l'édifice municipal sont complétés, il est recommandé d'effectuer le paiement à Les Industries Grandmont pour la tablette du comptoir de la réception, pour un montant total de 1 379.70 \$ taxes incluses.

90-04-23 Il est proposé par M. Michel Tremblay, conseiller, appuyé par M. Pierre Boudreault, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire le paiement à Les Industries Grandmont pour la tablette du comptoir de la réception suite aux travaux de l'édifice municipal, au montant de 1 379.70 \$ taxes incluses.

20.3- PAIEMENT VALMO ÉLECTRIQUE

Comme les travaux de l'édifice municipal sont complétés, il est recommandé d'effectuer le paiement à Valmo Électrique pour les frais préalablement autorisés au montant de 15 655.12 \$ taxes incluses.

91-04-23 Il est proposé par M. André Gagnon, conseiller, appuyé par M. Pierre Boudreault, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire le paiement à Valmo Électrique pour les travaux électriques et de luminaires suite aux travaux de l'édifice municipal, au montant de 15 655.12 \$ taxes incluses.

20.4- PAIEMENT PLOMBERIE ROY

Comme les travaux de l'édifice municipal sont complétés, il est recommandé d'effectuer le paiement à Plomberie Roy pour les frais préalablement autorisés au montant de 3 176.14 \$ taxes incluses.

92-04-23 Il est proposé par M. Michel Tremblay, conseiller, appuyé par M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire le paiement à Plomberie Roy pour les travaux de ventilation, suite aux travaux de l'édifice municipal, au montant de 3 176.14 \$ taxes incluses.

21- ACHAT D'UNE CHAISE POUR SAUVETEUR - AQUAM

Afin de se conformer et d'assurer la sécurité de notre personnel de sauvetage à la plage municipale, l'achat d'une nouvelle chaise de sauveteur est recommandé. AQUAM, notre fournisseur d'équipement aquatique, peut nous la procurer pour 5800 \$ plus taxes et frais de transport.

93-04-23 Il est proposé par M. Michel Tremblay, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire l'acquisition d'une chaise de sauveteur pour la plage municipale au fournisseur Aquam pour un montant de 5800 \$ plus taxes.

22- PROJET SKI DE FOND ET VÉLO DE MONTAGNE BANC DE SABLE – PROJET F.R.R. MRC

94-04-23 Il est proposé par M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire une demande d'aide financière à la MRC de Lac St-Jean Est dans le cadre du Fonds Régions et Ruralité (F.R.R) pour le projet de sécurisation du sentier du Banc-de-Sable au montant de 8 076 \$ et que M^{me} Claudie Lambert, directrice générale, greffière-trésorière, soit autorisée à signer toute documentation à cette fin.

23- POLITIQUE D'UTILISATION DES LOCAUX MISE À JOUR 2023

CONSIDÉRANT la vétusté de la politique d'utilisation des locaux;

CONSIDÉRANT que les élus ont procédé à sa révision complète;

CONSIDÉRANT qu'il est recommandé de faire une mise à jour de la politique d'utilisation des locaux et de la liste des tarifs de location 2023;

95-04-23

À CES CAUSES, il est proposé par M. Pierre Boudreault, conseiller, appuyé par M. Michel Tremblay, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de faire la mise à jour de la politique d'utilisation des locaux et d'accepter la liste des tarifs de location 2023 comme suit :

Grande salle (édifice municipal)		
	2022	2023
Organismes accrédités du lundi au vendredi (excluant les réceptions)	Gratuit	Gratuit
Organismes accrédités (samedi et dimanche ou congés fériés) excluant les réceptions	40 \$	40 \$
Organismes accrédités (incluant les réceptions)	80 \$	120 \$
Organismes non accrédités (excluant la réception)	50 \$	120 \$
Réceptions	150 \$	200 \$
Entreprises funéraires (décès – incluant le repas, s'il y a lieu)	-	350 \$
Activité régulière de loisirs	20 \$/h	25 \$/h
Pavillon des loisirs		
Location – citoyens/organismes	150 \$	150 \$
Dépôt de garantie remboursable pour les clés	20 \$	30 \$
Activité régulière de loisirs	20 \$/h	25 \$/h
Pavillon le Mistral		
Activité régulière de loisirs	20 \$/h	25 \$/h
Réception (autre) résidents et organismes de Saint-Gédéon	150 \$	200 \$
Réception et autre organisme de l'extérieur	250 \$	300 \$
Dépôt de garantie remboursable pour les clés	20 \$	30 \$
Gymnase		
Activité régulière et de loisirs	25 \$/h	25 \$/h
Toute autre location privée	45 \$/h	45 \$/h
Terrains sportifs		
Patinoire Soccer Pickleball Palet	Même tarification que le gymnase	Même tarification que le gymnase

Tous les tarifs exclus les taxes applicables

24- RÉSOLUTION D'INTÉRÊT À L'IMPLANTATION D'UNE STATION DE LAVAGE D'EMBARCATION NAUTIQUE

CONSIDÉRANT QUE la municipalité est consciente de l'importance de protéger le lac Saint-Jean des espèces envahissantes;

CONSIDÉRANT QUE le projet déposé par la Corporation de LACTivité Pêche Lac Saint-Jean et Un Lac pour tous, est d'un grand intérêt pour nous;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Gédéon tient à signifier son intérêt pour la protection du lac Saint-Jean;

96-04-23

À CES CAUSES, il est proposé par M. Michel Tremblay, conseiller, appuyé par M. Gabriel Fortin, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers d'implanter une station de lavage d'embarcation nautique sur son territoire et d'appuyer le projet proposé par la Corporation de LACTivité Pêche Lac Saint-Jean et Un Lac pour tous.

25- RÉSOLUTION D'APPUI À L'IMPLANTATION D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE

CONSIDÉRANT l'intérêt de la municipalité à encourager l'implantation d'un service de garde éducatif sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE les appels de projet pour les organismes habilités à déposer, requièrent un court délai;

CONSIDÉRANT QU'il est recommandé de signifier notre intérêt et notre appui à l'implantation d'un Centre de la petite enfance;

97-04-23

À CES CAUSES, il est proposé par M. Gabriel Fortin, conseiller, appuyé par M. Pierre Boudreault, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers de signifier notre intérêt et notre appui à l'implantation d'un Centre de la petite enfance et d'autoriser M. Émile Hudon, maire, à signer une lettre d'intention à cet effet.

26- CORRESPONDANCE

Yves Lavoie

Une pétition concernant l'état de la rue Potvin a été déposée.

27- RAPPORT DES COMITÉS

Régie intermunicipale sécurité incendie du Secteur Sud

M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, dépose le rapport de la tempête du 23-24 décembre 2022.

Comité des loisirs

M. André Gagnon, conseiller, résume la dernière rencontre qui a eu lieu. Il a été notamment discuté du camp de jour à venir, ainsi que du souper tacos.

Comité de l'église

M. Pierre Boudreault, conseiller, résume la dernière rencontre qui a eu lieu. Il a été notamment discuté de l'achat.

28- LISTE DES COMPTES

M. Pierre Boudreault, conseiller, fait rapport de l'analyse des comptes par le comité des finances et en recommande l'acceptation.

98-04-23

Il est proposé par M. Pierre Boudreault, conseiller, appuyé par M. Jean-Sébastien Allard, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers d'accepter la liste des comptes à payer et des déboursés no 2023-04 au montant de 300 678.09 \$ tel que préparée et d'en autoriser le paiement.

- Comptes à payer :	265 990.14 \$
- Déboursés :	36 487.95 \$
- Retenues :	
Société régie des eaux	(1 800) \$
TOTAL :	300 678. \$

29- AFFAIRES NOUVELLES

Aucune.

30- PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question.

31- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

M. André Gagnon, conseiller, propose la levée de l'assemblée à 20 h.

Émile Hudon
Maire

Claudie Lambert
Directrice générale
Greffière-trésorière